

les dirigeants européens savent que la démissionnalisation de l'Europe centrale est une tâche difficile qui ne se fera pas du jour au lendemain. Il faudra préserver l'équilibre des forces en jeu et procéder par étapes. Toutefois, nous estimons que le Canada devrait adopter, dans le cadre de l'Alliance, des politiques visant à encourager les Européens qui se refusent à prendre des attitudes irréductibles et qui sont prêts à œuvrer pour l'établissement du climat de confiance mutuelle, sans lequel on ne saurait assurer une paix durable et la sécurité dans cette partie du monde. Mais, monsieur le président, nous estimons que ce n'est pas en Europe qu'on peut trouver les plus grands facteurs d'instabilité dans le monde en cette époque où, étant donné la puissance nucléaire dans les deux camps, une guerre serait ni plus ni moins qu'un acte insensé de part et d'autre. Le danger d'instabilité dans le monde réside plutôt en Asie, en Afrique et en Amérique du Sud, où les plus grandes révolutions de notre temps créent de nouveaux États et de nouvelles tensions.

La paix ne pourra être assurée tant que subsisteront les inégalités frappantes entre pays riches et pays pauvres. Au point où en sont les choses à l'heure actuelle, les risques de conflit naissent de la guerre froide et de la menace communiste, mais cette menace ne découle pas entièrement de l'incommensurable puissance militaire de l'Union soviétique, si réelle soit-elle, car elle est en fait contrebalancée par la puissance égale sinon supérieure de l'alliance occidentale. Elle découle plutôt de la faculté du communisme à exploiter les besoins pressants des miséreux qui forment les deux tiers du monde, en élevant leurs niveaux de vie, même si cela signifie l'acceptation des méthodes coercitives du communisme. Voilà où réside effectivement le danger et c'est lui qu'il faut surveiller.

Les changements sociaux et politiques brûlent les étapes dans le monde actuel. La grande question est de savoir si ces changements seront canalisés vers le communisme, ce qui entraînerait l'anéantissement de l'individu, ou bien s'ils trouveront leur expression dans le cadre des régimes démocratiques qui se préoccupent des valeurs et des droits humains. Nous estimons qu'un plan international efficace et aussi généreux que le plan Marshall, qui permettrait à des pays tels que l'Inde de se doter d'une économie en expansion et se suffisant à elle-même, constituerait pour la défense et la sécurité un apport tout aussi important, sinon plus, que la contribution aux moyens de défense classiques.

Je n'ai pas l'impression que la Chambre, notre pays et le monde occidental ont commencé d'envisager le problème sérieusement.

[M. Brewin.]

Nous avons eu récemment l'occasion d'entendre M^{me} Myrdal, distinguée ambassadrice de la Suède, nous parler de son pays. La Suède, disait-elle, où le revenu annuel moyen est de \$2,000, entend augmenter cette moyenne de 5 p. 100 par an au cours des 10 prochaines années, ce qui veut dire que dans vingt ans, le revenu annuel dépasserait les \$4,000.

La plupart des démocraties occidentales, bien que nombre d'entre elles n'aient pas la sagesse politique et économique des Suédois, visent des objectifs semblables, qu'elles atteindront à des degrés divers, comme le Canada, sans doute; mais quel contraste avec l'Inde! M^{me} Myrdal nous a fait remarquer qu'en dépit des talents spécialisés qu'on pourrait trouver en Inde, des programmes visant à l'expansion de l'économie et d'une certaine assistance économique internationale, ce pays ne peut augmenter son revenu annuel moyen de \$100 que dans une proportion de 1 p. 100 par année, ce qui donnerait \$120 par année dans vingt ans. Cette énorme différence qui existe actuellement s'accroît à un rythme fantastique.

Nous disons que la planification est nécessaire sur le plan international si nous voulons que l'abondance règne dans le monde. Il nous faudra déployer des efforts beaucoup plus considérables que nous ne l'avons fait jusqu'ici. Ce sujet a fait l'objet d'une étude à l'Assemblée générale des Nations Unies, au cours de sa quinzième session en 1962. L'Assemblée a exprimé l'espoir que l'aide et les capitaux internationaux offerts aux pays en voie de développement augmenteraient considérablement, de façon à atteindre aussitôt que possible environ 1 p. 100 du revenu national total de tous les pays économiquement évolués.

Je sais, et tous les honorables députés le savent également, que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a annoncé le 14 novembre une augmentation des cotisations du Canada à l'égard de l'aide économique. Cette augmentation qui doit entrer en vigueur en 1964-1965, fera passer l'apport canadien à 190 millions de dollars par année, dont une bonne partie se fera sous forme de prêts; je fais remarquer au comité que cela représentera moins de la moitié de 1 p. 100 que l'Organisation des Nations Unies avait proposé comme norme raisonnable. Nous estimons que, même avec cette augmentation qui a été annoncée, il reste un impressionnant déséquilibre entre la contribution du Canada à l'aide économique et la somme de quelque 1.5 milliard de dollars que le Canada consacre annuellement à la défense.